



## POINT DE VUE

# Ne pas devenir une nation de pachydermes



PATRICK VINCENT, PROFESSEUR, UNIVERSITÉ DE NEUCHÂTEL

«La tentation illibérale grandit chaque jour (...) Nous devons restaurer l'autorité de la démocratie face à la démocratie autoritaire.» La mise en garde du président français le 16 avril dernier s'ajoute à d'autres sonnettes d'alarme. L'ONG Freedom House a conclu que 2017 fut une des pires années depuis des décennies pour la démocratie, tandis que l'ancienne secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright déclara le jour du plébiscite de Viktor Orban que «si nous devons écrire un scénario relatant la résurrection du fascisme, l'abdication de la direction morale des Etats-Unis en serait une première scène crédible».

Ni Macron, ni Albright n'ont invoqué le principal catalyseur de cette dérive autoritaire, la peur du migrant. Le président hongrois mit fin à sa campagne de marketing mêlant antisémitisme et islamophobie en comparant la migration à de la «rouille qui va lentement mais sûrement ronger la Hongrie». Dans un pays qui avait en 2016 une population immigrée de 5.2% (dont 3.3% issue des pays de l'UE), cette figure de style abjecte nous rappelle que c'est principalement le spectre de l'immigration, et non les migrants eux-mêmes, qui «ronge» nos démocraties.

**Il n'y pas de meilleure politique que la vérité.**

En Suisse romande, cette psychose est alimentée entre autres par un site dont le nom orwellien en dit long sur ses pratiques. Regurgitant les ragots calomnieux made in Russia, il prend plaisir à dénoncer la trahison des clercs, à livrer les ennemis du peuple à ses internautes pachydermes, et à servir une salade idéologique à la sauce particulièrement aigre. On y dénonce péle mêle les «migrants profiteurs», «Soros», «le capitalisme de sangsues cryptocommunistes», ou, plus proche de chez nous, «la poubelle islamo-gauchiste à ciel ouvert qu'est Neuchâtel», son gouvernement «sous la coupe de la franc-maçonnerie», et le «village nègre» de la Place Pury...

Si l'indifférence est l'antichambre du cynisme, ne serait-il pas temps que nos élus prennent les devants afin d'exorciser ce spectre et maintenir l'autorité de la démocratie? Un débat social franc, dépolitisé, et étayé de chiffres sur la migration pourrait clarifier ses raisons éthiques, légales, et économiques, soupeser ses avantages et ses inconvénients, et faire la part des choses entre réalité et idées reçues.

Car, pour enrayer la tentation illibérale, il n'y pas de meilleure politique que la vérité.